

<p style="text-align: center;">CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 7 JUILLET 2008</p>

Le lundi 7 juillet 2008, à 21 heures,

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle de la Martinière, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Julien CRESPO.

Etaient présents :

M. Julien Crespo, Mme Brigitte Chiumenti, M Jean-Claude Bréard,
Mme Corinne Robin, M. Gérard Moneyron, Mme Micheline Deleau, M. Didier
Duchaussoy, Mme Ana Monnier, M. José Harter, M. Jean-Claude Waltrégny, M.
Michel Le Guillevic, Mme Annick Riou, Mme Sylvie Leclercq, M. Jean-Pierre
Couteleau, Mme Naziha Benchehida, M. José Lerma, Mme Catherine Papalski, Mme
Natacha Lemarchand, Mme Aurore Lancéa, M. Gérard Welker, M. Thierry Lachaud,
Mme Blandine Prévost, M. Marc Bresciani,

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : M. Luc-Olivier Baschet, M.Philippe Fortier, Mme Martine Gardin,
Mme Corinne-Elisabeth Robin.

Pouvoirs :

M. Luc-Olivier Baschet a donné procuration à M. Didier Duchaussoy.
M. Philippe Fortier a donné procuration à M. Gérard Moneyron
Mme Martine Gardin a donné procuration à M. Julien Crespo
Mme Corinne-Elisabeth Robin a donné procuration à M. Gérard Welker

Soit :

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 27

ORDRE DU JOUR

Election d'un secrétaire de séance.

Adoption du compte-rendu de la séance du 21 mai 2008.

Décisions du Maire.

1°) Travaux de voirie : passation du marché public.

2°) Refonte du site Internet de la Commune : demande de subvention.

3°) Demande d'aide départementale pour les travaux dans les écoles.

4°) Immeuble de la Martinière : travaux d'urgence.

5°) Indemnités de fonctions des élus.

6°) Aménagement de la forêt de l'Hautil : révision simplifiée du P.L.U.

7°) Aménagement de la forêt de l'Hautil : comité consultatif.

8°) Acquisition des parcelles A 424, A 1160 et B 1219 : rectificatif.

9°) Gestion des archives communales : adhésion au groupement de commandes

10°) Dématérialisation des marchés publics : adhésion au groupement de commandes.

11°) Restauration scolaire : actualisation des tarifs.

12°) Fixation du taux de base de l'indemnité représentative de logement des instituteurs pour 2008.

13°) Syndicat Intercommunal des Etablissements pour handicapés du Val de Seine (S.I.E.H.V.S.) : désignation de deux délégués suppléants.

14°) Commission communale des Impôts directs : renouvellement.

Questions diverses.

Informations.

Election d'un secrétaire de séance

Monsieur Jean-Claude Waltrégny est élu à l'unanimité.

Adoption du compte-rendu de la séance du 21 mai 2008

Monsieur Welker rappelle que, lors de l'adoption du compte-rendu de la séance du 27 mars 2008, il avait demandé que le point sur la « classe de découverte 2008. » soit modifié comme suit : le Conseil Municipal a seulement approuvé le barème.

A la suite de l'intervention de Mme Chiumenti, s'assurant que les débats n'étaient pas enregistrés à l'insu des conseillers municipaux, Monsieur Bresciani souhaite que sa réponse, négative, soit rajoutée.

Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal que les débats de la séance de ce jour sont enregistrés (*Ndr : l'enregistrement n'a pas fonctionné*).

Madame Prévost précise que les nuisances du marché dont elle se plaignait sont celles de « l'après-marché ».

Ces rectifications étant intégrées, le compte rendu de la séance du 21 mai 2008 est adopté à l'unanimité.

DECISIONS

M. le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises depuis la dernière séance :

Le 21 avril 2008

De commander à l'entreprise Jean Lefebvre, les travaux de bouchage de trous en enrobé à chaud pour un montant de 10.150 € HT (voirie communale).

Le 21 mai 2008

De commander à l'entreprise CBS, la fourniture de stands, de tables et de bancs pour un montant de 5.030 € HT (mobilier pour les fêtes et cérémonies communales).

Le 27 mai 2008

De louer à l'entreprise OPTIONS, la fourniture de 4 frigidaires sur la période du 1^{er} juin au 1^{er} septembre 2008 pour un montant de 4.523,58 € HT (travaux du restaurant scolaire).

Le 27 mai 2008

De commander à l'entreprise FC SERVICES, la fourniture d'un tracteur Kubota équipé pour la tonte au prix de 12.910 € HT (remplacement du tracteur/tondeuse des espaces verts communaux).

Le 27 mai 2008

De signer le contrat avec l'entreprise « Cuisine évolutive. » pour la préparation et la livraison des repas, sur la période du 2/06/08 au 1/09/08 inclus, au prix unitaire de 2,40 € HT le repas enfant, et 2,80 € HT le repas adulte. (travaux du restaurant scolaire).

Le 29 mai 2008

De signer l'ordre de service de la société HMI-THIRODE d'un montant de 29.416,75 € HT pour le remplacement du matériel de cuisson et de différents mobiliers du restaurant scolaire (restructuration de la cantine scolaire).

Le 29 mai 2008

De commander à l'entreprise KFM, les fournitures et les prestations pour le déplacement de la chambre froide positive et le remplacement des équipements frigorifiques des deux chambres froides pour un montant de 10.290 € HT (restaurant scolaire).

Le 12 juin 2008

De commander à l'entreprise LEFORT MENUISERIE, les fournitures et les prestations pour le remplacement des menuiseries extérieures de l'école maternelle pour un montant de 29.166,07 €.

Monsieur le maire précise que toutes ces décisions ont fait l'objet de consultations et que les dépenses sont inscrites au budget 2008.

A l'interrogation de Monsieur Welker sur le déroulement de la procédure relative au choix de l'entreprise pour la préparation et la livraison de repas, Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que 4 entreprises ont répondu, que ce n'est pas l'entreprise la moins-disante qui a été sélectionnée mais celle qui présentait le meilleur rapport qualité/prix.

1 – Travaux de voirie : passation du marché public

Monsieur Duchaussoy rappelle que, par délibération en date du 27 mars 2008, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à engager la procédure de passation du marché public « travaux de voirie. » en recourant à la procédure négociée.

A l'issue de la consultation et de la négociation, la Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 6 juin 2008 et a attribué le marché à :

⇒ **Chemin des Sables :**

Entreprise :

Pour un montant de :

Jean LEFEBVRE

95.763,50 € HT

⇒ **Chemin de la Galloise :**

Entreprise :

Jean LEFEBVRE

Pour un montant de :

70.031,50 € HT

⇒ **Chemin des Clos**

Entreprise :

Jean LEFEBVRE

Pour un montant de :

10.880,00 € HT

⇒ **Chemin des Plâtrières**

Entreprise :

Jean LEFEBVRE

Pour un montant de :

6.165,00 € HT

⇒ **Chemin des Eglantines :**

Entreprise :

Jean LEFEBVRE

Pour un montant de :

12.910,00 € HT

⇒ **Chemin des Lilas**

Entreprise :

Jean LEFEBVRE

Pour un montant de :

14.050,00 € HT

⇒ **Rue des Groux :**

Entreprise :

Jean LEFEBVRE

Pour un montant de :

55.708,50 € HT

En réponse à Monsieur Welker, Monsieur Crespo précise que le maître d'œuvre est la Commune et Monsieur Duchaussoy détaille les estimations voie par voie.

Monsieur Welker fait remarquer que le marché « travaux de voirie. » présenté lors de la séance du 27 mars 2008 prévoyait 3 lots et non 7 et considère le marché entaché d'illégalité.

Monsieur Crespo informe les conseillers municipaux que le passage de 3 à 7 lots permet une meilleure transparence et une mise en concurrence élargie. Il précise que la commission d'appel d'offres a départagé l'offre des deux entreprises les mieux disantes au regard d'une meilleure gestion, d'une meilleure coordination des chantiers et dans l'intérêt des finances locales. Tous les élus de la commission d'appel d'offres, y compris Monsieur Bresciani, ont donné leur accord sur

l'attribution de l'ensemble des travaux de voirie à l'entreprise Jean LEFEBVRE, en toute connaissance de cause.

A la majorité (M. Welker, M. Lachaud, Mme Prévost, Mme Robin votant contre, M.Bresciani s'abstenant par respect de la décision de la CAO), le Conseil Municipal autorise le Maire à signer les différentes pièces du marché.

2 – Refonte du site Internet de la Commune : demande de subvention

Madame Monnier informe l'assemblée qu'afin de faire évoluer le site internet de la Commune, tant du point de vue technique que du point de vue du contenu, il est nécessaire de procéder à une refonte du site actuel.

Afin d'aider les communes et les groupements de communes, le Conseil Général des Yvelines a mis en place :

- pour la création ou l'amélioration de sites Web, une aide pouvant atteindre 70 % des dépenses réelles TTC avec un plafond de dépense subventionnable de 5.000 €.
- et pour l'apport de fonctionnalités interactives, une aide pouvant atteindre 80 % des dépenses réelles TTC avec un plafond de dépense subventionnable de 3.500 €.

Sur la base d'un cahier des charges élaboré, le coût estimé de la refonte du site Internet de la Commune de Vaux sur Seine s'élève à près de 9.500 € TTC, avec une subvention du Conseil Général pouvant s'élever entre 5.000 € et 6.000 €.

Dès finalisation du cahier des charges, une consultation sous la forme d'un marché à procédure adaptée sera lancée.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter la subvention du Conseil Général et à demander le démarrage anticipé des travaux pour la refonte du site Internet de la Commune.

3- Demande d'aide départementale pour les travaux dans les écoles

Monsieur Crespo rappelle aux conseillers municipaux que des crédits sont inscrits au budget 2008 afin de prolonger les travaux réalisés en 2007 dans les écoles maternelle et primaire.

Il est ainsi prévu d'achever le remplacement des fenêtres à l'école maternelle (avec la mise en place de stores) et de procéder à la mise en peinture de plusieurs salles de classe. L'ensemble des travaux est estimé à 41.571,87 € HT.

Le département des Yvelines subventionne tous les travaux de construction, d'extension, de réhabilitation ou de restructuration des écoles maternelle et primaire, à hauteur de 15 % du montant HT des travaux, avec un plafond de dépense subventionnable de 550.000 € HT par an. Cette subvention est à présent demandée systématiquement tous les ans.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Général des Yvelines au titre des travaux de grosses réparations dans les écoles et à demander l'autorisation de démarrage anticipé des travaux.

4- Immeuble de la Martinière : travaux d'urgence

Monsieur Crespo présente les nombreux désordres de structure de l'immeuble de la Martinière.

L'orangerie, façade sud de l'immeuble, était jusqu'à présent occupé par « l'Espace Ado ». Les défauts d'étanchéité de la terrasse et de l'escalier occasionnent des dégâts importants à l'intérieur du local (fuites, humidité) qui ont contraint au déménagement de l'Espace Ado dans l'Ecole de Musique.

Le préau de l'école primaire, façade Est de l'immeuble, est constitué d'un plancher en béton armé, formant une toiture terrasse inaccessible. Trois types de désordres y sont constatés : infiltrations, fissures, détériorations des armatures métalliques.

Il convient ainsi d'engager rapidement des travaux au titre de l'urgence sanitaire et de la sécurité des personnes : étanchéité de la terrasse, démolition du préau.

D'ores et déjà l'Architecte des Bâtiments de France a émis un avis favorable à ce projet.

Ces travaux permettront la mise en œuvre ultérieure d'une réelle ouverture de la Martinière au public avec l'accès à la salle des mariages depuis le parc, la reconquête de l'entrée principale et la mise en conformité de l'espace Ado (extérieur et intérieurs) Un nouveau préau devrait être reconstruit dans le prolongement de la cour de l'école.

Un premier chiffrage permet d'estimer ces travaux d'urgence de grande ampleur à 500.000 € H.T.

Dans l'attente d'un projet global de réaménagement et de la mise en valeur de cet immeuble inscrit auquel pourra concourir les services de l'Etat, la Commune pourrait bénéficier d'une aide exceptionnelle du département des Yvelines pour la restauration du patrimoine protégé « en péril », à hauteur de 50 % du montant des travaux.

Monsieur Welker s'étonne de « l'urgence » des travaux car l'urgence est ancienne à l'orangerie. Monsieur Crespo précise au Conseil Municipal que ce dispositif mis en place par le Département est tout récent (janvier 2007) et qu'il présente une réelle opportunité pour la commune.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter les subventions auprès du Conseil Général et approuve le programme des travaux.

5 – Indemnités de fonction des Elus

Monsieur Crespo rappelle que lors de sa séance du 27 mars 2008, le Conseil Municipal a fixé les taux des indemnités de fonction des élus à :

- le maire :	28 %	de l'indice brut	1015
- les adjoints au maire :	18,50 %	de l'indice brut	1015
- les conseillers municipaux délégués :	8,50%	de l'indice brut	1015

sur la base de 8 adjoints et 8 conseillers municipaux délégués.

Compte-tenu de la nomination d'un neuvième conseiller municipal délégué (en matière de sécurité civile et militaire), il est nécessaire de modifier les taux à la baisse.

Monsieur Welker aurait souhaité que la présentation de ce point reflète la réalité à savoir que mention soit faite du courrier de la Sous-Préfecture relevant le dépassement de l'enveloppe budgétaire.

A l'unanimité des suffrages exprimés (5 abstentions : M. Welker, M. Lachaud, M.Bresciani, Mme Prévost, Mme Robin), le Conseil Municipal modifie les taux des indemnités de fonction des élus comme suit :

- le maire :	25,30 %	de l'indice brut	1015
- les adjoints au maire :	16,85 %	de l'indice brut	1015
- les conseillers municipaux délégués :	7,85 %	de l'indice brut	1015

et cela à compter du 1^{er} avril 2008.

6- Aménagement de la forêt de l'Hautil : révision simplifiée du P.L.U.

Monsieur Crespo rappelle à l'assemblée que le projet de réaménagement et de mise en valeur de la forêt de l'Hautil peut être initié sur les terrains situés entre la R.D.922, la R.D.17 et le Chemin de la Manufacture, en zone bleue du Plan de Prévention des Risques des Carrières.

Les travaux de sécurisation et de réaménagement du site par l'apport de matériaux destinés à combler les fontis nécessitent trois autorisations :

- au titre du Code l'Urbanisme, une autorisation municipale « installations et travaux divers. »
- au titre du Code de l'Environnement, une autorisation préfectorale de stockage de déchets inertes de classe 3,
- au titre du Code Forestier, une autorisation préfectorale de défrichement.

Ce projet intéresse tout particulièrement les services de l'Etat dans la mesure où différents contrôles pourront être exercés.

Ces terrains sont classés dans le Plan Local d'Urbanisme en zone N-Espace Boisé Classé où « tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol, de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création d'un boisement, est interdit. » et notamment les défrichements.

Il est ainsi nécessaire de lever l'EBC sur environ 25 hectares du massif de l'Hautil, levée qui nécessite une révision simplifiée du P.L.U. (à l'issue de ces travaux de mise en valeur, cette zone sera à reclasser en EBC avec, à nouveau une révision simplifiée du P.L.U.).

Afin de mener à bien cette révision, la D.D.E.A. des Yvelines (Service Territorial d'Aménagement de Mantes) peut assister la commune dans le cadre d'une convention de mise à disposition.

Par ailleurs, le Conseil Municipal doit définir les modalités de la concertation, associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. Au regard de l'importance du projet, la concertation pourrait se dérouler selon les modalités suivantes :

- information au public par voie de presse (journal municipal site web de la commune) et d'affiches.
- exposition publique avec mise à disposition du dossier d'aménagement.

Monsieur Crespo rappelle qu'une réunion publique s'est déjà tenue à l'automne 2007, et qu'une enquête publique obligatoire dans le cadre d'une révision simplifiée du P.L.U. se déroulera en septembre/octobre 2008.

Monsieur Bresciani s'inquiétant des actions du passé, les déviations possibles des eaux de ruissellement et de l'origine des matériaux, Monsieur Crespo fait la distinction entre le site de « La Grande Fondée. » (centre d'enfouissement technique SIMCA géré par SITA) et le site concerné où la société TERRALIA a procédé à des dépôts de terre et gravois. Il souligne que les contrôles réguliers des apports à venir sur le site marquent bien la volonté de ne pas reproduire les erreurs du passé. De plus, Monsieur Crespo rappelle que la société qui va réaménager le site est une entreprise spécialisée dans le terrassement et qu'elle ne procédera à aucun retournement des terrains.

A l'unanimité des suffrages exprimés (M. Welker, M. Lachaud, M. Bresciani, Mme Prévost, Mme Robin s'abstenant), le Conseil Municipal décide de prescrire la révision simplifiée du P.L.U. sur 25 hectares du Massif de l'Hautil, d'engager une concertation publique selon les modalités exposées et autorise le Maire à signer une convention de mise à disposition des services de la D.D.E.A.

7- Aménagement de la forêt de l'Hautil : Comité Consultatif

Dans le prolongement du point précédent, un comité consultatif peut être créé afin de suivre le projet de réaménagement et de mise en valeur de la forêt de l'Hautil. Ce comité peut avoir pour fonction de s'assurer du bon avancement des travaux, de gérer les difficultés qui pourraient survenir, promouvoir et participer aux actions municipales de communication... Créé à l'initiative du Conseil Municipal, et sur proposition du Maire, ce comité peut comprendre des personnes n'appartenant pas au Conseil Municipal, notamment des représentants des associations locales, ainsi que des représentants de différentes administrations : D.D.E.A., DRIRE, O.N.F., P.N.R. Vexin Français, Agence des Espaces Verts, EPAMSA... Monsieur Crespo rappelle que, dans le cadre de l'OIN, la forêt de l'Hautil est qualifiée de poumon vert.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve la création du « Comité de Gestion de l'Hautil de Vaux-sur-Seine. », pour la durée du mandat, composé des :

- Associations locales : Les Pieds de Vaux, la St Hubert, Defsit,
- Vauxois compétents dans le domaine : M. Dallemagne, M. Gondouin, M. Gelin, M. Gross.
- Conseillers municipaux : Mme Benchehida, M. Baschet, M. Waltrégnny, M. Bresciani, M. Lachaud, M. Lerma, M Crespo

Monsieur Crespo propose au Conseil Municipal de prendre la Présidence de ce comité et de confier la vice-Présidence à M. Gross compte-tenu de sa parfaite connaissance du dossier et ses compétences dans le domaine des carrières.

8 – Acquisition des parcelles A 424, A 1160 & B.1219

Monsieur Crespo rappelle que lors de sa séance du 6 octobre 2006, le Conseil Municipal a décidé d'acquérir les parcelles A 424, A 1160 et B.1219, situées dans le massif de l'Hautil, appartenant à l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne.

Suite à la mise en place de l'Opération d'Intérêt National sur le territoire de la Seine-Aval, ces parcelles ont fait l'objet d'un transfert de propriété, au profit de l'EPAMSA. Afin de procéder à la régularisation de la cession, il est nécessaire que le Conseil Municipal délibère à nouveau, en précisant le nom du nouveau propriétaire, l'EPAMSA, les modalités de cession demeurant quant à elles identiques.

A l'unanimité des suffrages exprimés (5 abstentions : M. Welker, M. Lachaud, M.Bresciani, Mme Robin, Mme Prévost), le Conseil Municipal décide d'acquérir les parcelles A.424, A 1160 et B.1219 auprès de l'EPAMSA selon les modalités de la délibération du Conseil Municipal du 6 octobre 2006.

9- Gestion des archives communale : adhésion au groupement de commandes

Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal qu'une mission exploratoire de diagnostic relatif à l'état des archives communales a été confiée au Centre Interdépartemental de Gestion Grande Couronne en 2007 par la Communauté de Communes Vexin-Seine.

Pour les 8 communes, la mise à jour des archives nécessite 85 semaines de travail. Ainsi a-t-il été décidé d'effectuer une mise en concurrence, dans le cadre d'une convention de groupement de commandes où la C CVS serait coordonnateur du marché chargé de l'organisation de la consultation et où chaque commune passerait son propre marché et procéderait au règlement des prestations.

La convention précise que la mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Chaque collectivité membre du groupement doit désigner un délégué titulaire, ainsi qu'un suppléant, à la commission d'Appel d'Offres du groupement, ces délégués devant faire partie de la commission d'Appel d'Offres de la Commune.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve l'adhésion au groupement de commandes pour la gestion des archives communales, autorise le Maire à signer la convention de groupement de commandes et nomme un délégué titulaire Monsieur Couteleau et son suppléant Monsieur Bresciani à la commission d'Appel d'Offres du groupement.

10- Dématérialisation des marchés publics : adhésion au groupement de commandes

Monsieur Crespo rappelle qu'un groupement de commandes pour la dématérialisation des procédures de marchés publics et la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité a été mis en place par le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne.

Compte-tenu de la complexité du contenu technique du cahier des charges et de la procédure à conduire, cette démarche « groupement de commandes. » s'inscrit dans une logique de simplification administrative et d'économie financière.

L'adhésion à ce groupement nécessite la signature d'une convention.

Celle-ci précise que la mission du CIG Grande Couronne comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération mais que les frais de publicité, de reproduction et d'envoi des dossiers et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure du marché font l'objet d'une re-facturation aux membres du groupement, soit pour les collectivités de 3501 à 5000 habitants, 134 € la première année et 32 € les années suivantes.

Les prestations de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics (formalisées ou non) pourront être mises en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2009 et s'achèveront le 31 décembre 2011 pour un coût de 120 € HT/an.

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide d'adhérer au groupement de commandes de dématérialisation des marchés publics et autorise le Maire à signer la convention constitutive de ce groupement.

11 – Restauration scolaire/étude surveillée : actualisation des tarifs

Madame Corinne-Marie Robin rappelle que, par délibération en date du 6 juillet 2007, le Conseil Municipal a fixé les tarifs du restaurant scolaire qu'il convient de modifier compte-tenu de l'inflation des produits alimentaires.

Ainsi, pour l'année 2008/2009, la commission scolaire propose de majorer les tarifs de 3 %.

A l'unanimité, le Conseil Municipal arrête le montant des participations des familles pour l'étude surveillée à 2,60 € (2,50 € en 2007/2008) avec goûter et fixe ainsi qu'il suit le barème des tarifs de la restauration scolaire à compter de la rentrée scolaire 2008/2009 :

TARIFS RESTAURANT SCOLAIRE 2008 / 2009

	quotient familial	en euros
Elémentaire	plus de 12000 €	3,66
	8001 à 12000 €	3,55
	7001 à 8000 €	3,38
	6001 à 7000 €	3,21
	5001 à 6000 €	3,06
	4001 à 5000 €	2,83
	3001 à 4000 €	2,62
	0 à 3000 €	2,27
Maternelle	plus de 12 000 €	3,43
	8001 à 12000 €	3,32
	7001 à 8000 €	3,21
	6001 à 7000 €	3,06
	5001 à 6000 €	2,83
	4001 à 5000 €	2,67
	3001 à 4000 €	2,45
	0 à 3000 €	2,21
personnel communal		2,51
extérieur		5,00
exceptionnel		4,50

12- Fixation du taux de base de l'indemnité représentative de logement des instituteurs pour 2008 (I.R.L.)

Madame Corinne-Marie Robin informe le Conseil Municipal qu'afin de préparer la consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale, Monsieur le Préfet des Yvelines invite les Conseils Municipaux à émettre une proposition sur le taux de l'I.R.L. applicable pour 2008.

Au titre de l'année 2007, le taux de base a été arrêté à 218,66 € par mois.
La commission scolaire, réunie le 24 juin 2008, propose une augmentation de 2% compte-tenu de l'évolution des prix des loyers.

A l'unanimité, le Conseil Municipal émet la proposition de majorer le taux de base de l'indemnité représentative de logement des instituteurs de 2 %.

13- Syndicat Intercommunal des Etablissements pour handicapés du Val de Seine (S.I.E.H.V.S.) : désignation de deux délégués suppléants

Monsieur Crespo rappelle que par délibération en date du 27 mars 2008, le Conseil Municipal a désigné deux délégués titulaires au SIEHVS, Mesdames Brigitte Chiumenti et Annick Riou. Or, les statuts du SIEHVS, transmis pour la préparation de la séance du Conseil Municipal, n'étaient pas ceux applicables.

Ainsi, il est nécessaire que le Conseil Municipal élise aussi deux délégués suppléants au SIEHVS, au scrutin secret à la majorité absolue.

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide de ne pas procéder au scrutin secret et élit, Mme Sylvie Leclercq et Monsieur José Harter, délégués suppléants de la Commune de Vaux sur Seine au SIEHVS.

14- Commission communale des impôts directs : renouvellement

Monsieur Crespo informe l'assemblée que, suite au renouvellement général du Conseil Municipal, la composition de la Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.) dont la durée du mandat est identique à celui du Conseil Municipal, doit être renouvelée.

La C.C.I.D. dresse la liste des locaux pour déterminer la valeur locative, formule un avis sur l'évaluation des propriétés, participe à la détermination des tarifs d'évaluation et signale au représentant de l'administration fiscale les changements

affectant les propriétés portés à sa connaissance. Outre le Maire qui en assure la Présidence, cette commission comprend 8 commissaires titulaires ainsi que 8 commissaires suppléants. Afin que l'administration fiscale puisse désigner les 8 commissaires et les 8 suppléants, le Conseil Municipal doit dresser une liste de contribuables vauchois, en nombre double, soit 32.

Monsieur Crespo propose à Monsieur Welker de compléter la liste présentée en séance de 6 délégués (3 titulaires et 3 suppléants).

A l'unanimité, le Conseil Municipal propose les 16 commissaires titulaires et les 16 commissaires suppléants suivants :

NOM	ADRESSE	DIVERS
TITULAIRES		
BULOT Françoise	30 chemin des Valences	
BREARD Odette	7 rue de la Petite Haie	
BAUTIER Raymond	42 avenue de Cherbourg	
LAGIER Christiane	4 rue du Port	
JANIN Caroline	39 rue des Champeaux	
GROSS Jean-Marie	3 chemin des Punais	
DUCHAUSOY Didier	316 rue du Général de Gaulle	
RENAUT Noëlle	15 boulevard Loiseleur	
Entreprise PETITDIDIER représenté par M BARBIER	2 bis avenue du Général Leclercq 95480 PIERRELAYE	Propriétaire de bois
GELIN Alain	9 chemin des Punais	
BREYNAERT Pierre	3 bis chemin des Punais	
TESSIER Laurent	2 chemin des Eglantines	
CAROFF Jean-Claude	23 résidence du Jonquet	
LACHAUD Thierry	166 rue du Général de Gaulle	
PREVOST Blandine	214 rue du Général de Gaulle	
BRESCIANI Marc	chemin d'Angleterre	
SUPPLEANTS		
KNAPP-ZILLER Michel	19 route de Pontoise	
SKADARKA Alain	12 square Temple	
BOTTON Marcel	25 avenue Marcelle	
MONEYRON Gérard	15 route d'Evécquemont	
CHIUMENTI Brigitte	197 bis rue du Général de Gaulle	
ROBIN Corinne	8 chemin du Val	
MONNIER Ana	2 chemin des Sables	
COULETEAU Jean-Pierre	35 rue du Port Maron	
HARTER José	33 avenue Marcelle	
WALTREGNY Jean-Claude	5 rue de l'Eglise	
DELEAU Micheline	47 rue des Groux	
LE GUILLEVIC Michel	31 chemin des Hauts Vals	
BUSON Bernard	25 Boulevard Tiers 78250 MEULAN	Propriétaire de bois
LE GOUGUEC Marie-Christine	25 rue Auguste Dolnet	
LE BOULCH Franck	77 avenue de Paris	
HARDY Philippe	42 rue du Général de Gaulle	

QUESTIONS DIVERSES – INFORMATIONS

- ◆ Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal que les subventions sollicitées auprès du P.N.R. du Vexin Français ont été accordées (restauration lavoir Hervieu, restauration mur cimetière, éclairage public rue du Temple).
- ◆ Monsieur Crespo présente à l'assemblée les deux récents recrutements au sein du Service de la Police Municipale : un agent de surveillance de la voie publique (ASVP) en poste depuis le 1^{er} juillet et un gardien de police qui doit arriver à la rentrée (1^{er} septembre ou 1^{er} octobre).
- ◆ Monsieur Crespo indique aux membres du Conseil Municipal les données officielles du recensement général de la population de 2007, à savoir 4.800 habitants, soit une progression de 9,9 % par rapport au recensement de 1999.
- ◆ Concernant l'application de la loi S.R.U., Monsieur Crespo indique que la Commune de Vaux sur Seine fait partie des « bons élèves » puisque les objectifs triennaux ont été remplis.
- ◆ Monsieur Bresciani fait part d'une rumeur sur l'éventuelle attribution des logements sociaux de la Maison Blain (194, rue du Général de Gaulle) à des habitants de Chanteloup ou des Mureaux. Monsieur Crespo demande à M. Bresciani de ne pas écouter les rumeurs et précise que les vauchois seront prioritaires sur les premières attributions, au regard bien sûr des conditions d'attributions et des dossiers déposés.
- ◆ Madame Monnier se félicite de la réussite de la kermesse et de la fête de la musique et remercie tous les bénévoles qui ont prêté main-forte.
M. Crespo félicite la vice-Présidente, Mme Lambert-Garcia, ainsi que tous les parents qui ont su, malgré la démission d'une partie du bureau de la caisse des Ecoles, relever le défi et remercie également les élus qui ont beaucoup travaillé à la réussite de cette journée.
- ◆ Monsieur Crespo annonce le départ de Madame Cartier, directrice de l'Ecole Primaire, et son remplacement par Mme Cislagui.
- ◆ Monsieur Bresciani souhaitant connaître l'issue de l'incident du 7 février relatif au maniement d'une seringue par un enfant dans la cour de l'école, Monsieur Crespo explique que le nécessaire a été fait.
Madame Riou et Madame Robin rappellent qu'au delà de 24 heures, tout virus, substance..., disparaît à l'air libre et qu'aucune analyse n'est possible.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 h 20.

Le Maire.

Julien CRESPO.